Cahiers de Psychologie Politique

N° 21 | 2012
Résistances et altérité Juillet 2012

Développement durable et agriculture durable : Appropriation des concepts et expression des résistances

Elisabeth MICHEL-GUILLOU

Édition électronique :
URL :
https://cpp.numerev.com/articles/revue-21/1571-developpement-durable-et-agriculture-durable-appropriation-des-concepts-et-expression-des-resistances
DOI : numerev_746
ISSN : 1776-274X
Date de publication : 25/07/2012

Cette publication est sous licence **CC BY-NC-ND** (Attribution - No commercial - No derivatives).

Pour **citer cette publication** : MICHEL-GUILLOU, E. (2012) Développement durable et agriculture durable : Appropriation des concepts et expression des résistances. *Cahiers de Psychologie Politique*, (21). https://doi.org/10.34745/numerev_746

Cette étude a pour objectif de mettre en évidence l'appropriation des concepts de développement durable et d'agriculture durable par des agriculteurs et les formes de résistance qui en découlent. S'intéresser à l'appropriation de concepts globaux par des communautés locales implique de tenir compte des formes de résistances qui peuvent expliquer pourquoi certaines pratiques sont peu appliquées bien qu'elles soient majoritairement approuvées. Pour ce faire, 21 agriculteurs bretons impliqués dans des démarches agricoles différentes (agricultures : biologique, de conservation des sols, conventionnelle) ont été interviewés sous forme d'entretien semi-directifs. L'analyse de type qualitative montre des variabilités dans la représentation sociale du développement et de l'agriculture durables et par conséquent des formes différentes de résistance. Elle met également en relief les oppositions entre groupes sur lesquelles se fondent ses résistances.

Sustainable development and sustainable agriculture: appropriation of concepts and expression of resistances

This study explores the appropriation of the concepts of sustainable development and sustainable agriculture by farmers, and the forms of resistance that follow from them. Studying the appropriation of global concepts by local communities involves taking into account the forms of resistance that might explain why practices are rarely implemented even though they are widely approved. In this study, 21 farmers from Brittany, France involved in one of three different agricultural methods (organic, conventional or soil preservation agricultures), were interviewed in semi-structured interviews. The qualitative analysis shows variabilities in the social representation of sustainable development and sustainable agriculture and thus points to various forms of resistance. It also highlights the oppositions between groups on which those resistances are based.

Mots-clés :

S'intéresser à l'appropriation d'un concept global par des communautés locales implique de tenir compte des formes de résistances qui se mettent en place (Castro et Batel, 2008 ; Castro et Michel-Guillou, 2010). Quelles sont ces diverses formes ? Comment s'expriment-elles ? Qui sont les acteurs de ces résistances ? La résistance est traditionnellement associée à des formes de contestations et de protestations actives (manifestations, grèves, etc.) mais elle peut également s'exprimer sous une forme

implicite qui fait que, par exemple, les individus peuvent être en accord avec les injonctions ou prescriptions du sommet tout en argumentant de l'impossibilité de leur mise en application localement.

A travers l'exemple de l'agriculture, cet article a pour objectif de mettre en évidence l'appropriation des concepts de développement durable et d'agriculture durable par des agriculteurs, ainsi que les diverses formes de résistances qui en découlent. Cette analyse suppose également de tenir compte des rapports intergroupes dans la mesure où la résistance se construit dans l'altérité, autrement dit en accord ou en opposition aux autres. Ainsi, nous prendrons l'exemple de diverses agricultures (conventionnelle, biologique, et de conservation des sols), analysées selon une approche psychosociologique du rapport de l'individu à l'environnement.

Le développement durable dans les textes

Le concept de développement durable est, de nos jours, omniprésent dans les discours. Il puise son origine au sein de multiples débats apparus sur la scène internationale au début des années 60. Dès cette époque, des organisations internationales se mobilisent pour dénoncer l'utilisation abusive des ressources naturelles non renouvelables dans une logique de prospérité économique. Entre autres dates, en 1987, est publié le rapport Brundtland qui définit le développement durable ou soutenable comme un « développement qui répond aux besoins du présent sans compromettre la capacité des générations futures de répondre aux leurs » (CMED, 2005, p. 51). En 1992, a lieu la deuxième conférence des Nations Unies à Rio. Sont évoquées les questions de détérioration de l'environnement et de l'interdépendance entre croissance économique, protection de l'environnement et besoins ou bien-être humains. Suite à ces différentes mobilisations, le concept de développement durable est formalisé sur la base de trois piliers : environnemental, économique, social. Le *pilier environnemental* a trait, entre autres, au respect de l'environnement, à la dynamique naturelle, à la gestion des ressources naturelles ; le *pilier économique* renvoie à l'efficacité, la dynamique, la cohérence économique ; le *pilier social* porte sur les questions d'équité sociale, de solidarité, de lien social, d'identité culturelle. Viser une orientation en matière de développement durable permet alors de concilier croissance et efficacité économique, équité et progrès social, tout en préservant l'environnement.

L'appropriation de ce concept par les communautés politiques et publiques a permis au développement durable d'être socialement valorisé (Pol, 2003). Cependant, sa définition et sa mise en application ont conduit divers acteurs (scientifiques, associations, médias, etc.) à mettre en doute ses fondements, dénonçant l'incompatibilité des termes « développement » et « durable ». Les acteurs dénonçant cet oxymore suggèrent que la préservation de l'environnement ne peut être conciliable avec la croissance économique actuelle (Méheust, 2009) ; ils militent ainsi en faveur d'une décroissance visant à introduire un changement radical dans nos modes de production et de consommation.

« Développement durable » et « décroissance » ont ainsi leurs partisans et leurs détracteurs. Mais quels que soient les fondements idéologiques qui déterminent la préférence pour l'une ou l'autre de ces approches, la nécessité de modifier les pratiques en faveur d'un plus grand respect de l'homme et de l'environnement gouverne ces choix. Cependant au-delà du consensus sociétal sur la nécessité de préserver les ressources naturelles, l'adoption de nouvelles pratiques semble difficile et rencontre des résistances, ne serait-ce que parce qu'elle implique souvent l'abandon de ses propres intérêts au profit de l'intérêt commun (Hardin, 1968). En ce sens, la psychologie sociale et environnementale vise à mettre en évidence les facteurs socio-psychologiques susceptibles d'influencer les acteurs à adopter ou non de nouvelles pratiques.

Le développement durable appréhendé par la psychologie environnementale et sous l'angle des représentations sociales

De nombreux auteurs en psychologie environnementale se sont intéressés à la manière dont cette discipline, en tant que science du comportement humain, pouvait contribuer à la préservation des écosystèmes dans la perspective de la « durabilité » (Bonnes et Bonaiuto, 2002 ; Moser, 2009 ; Oskamp, 2000 ; Pol, 2003, Schmuck et Schultz, 2002 ; Weiss et Girandola, 2010). Accordant une place prééminente au facteur humain dans la dégradation des ressources, la psychologie environnementale se propose de comprendre les facteurs qui freinent ou favorisent l'engagement des individus dans des démarches pro-environnementales. Dans le cadre de cette approche, les caractéristiques sociales et physiques de l'espace, les facteurs individuels et sociaux (représentations, valeurs, attitudes, appartenances de groupe, comportements, etc.) et la dimension temporelle sont pris en compte dans l'explication des rapports homme-environnement (Canter et Craik, 1981 ; Moser et Uzzell, 2003). En outre, la dimension collective et socioculturelle du rapport à l'environnement s'avère prépondérante dans la compréhension de l'adoption ou non de comportements pro-environnementaux (Bonnes et Bonaiuto, 2002 ; Michel-Guillou et Weiss, 2007).

La théorie des représentations sociales permet l'analyse de cette médiation entre l'homme et son environnement physique et social. Plus précisément, elle s'intéresse à la manière dont les idéologies, les systèmes de croyances, d'évaluations et de normes, autrement dit les systèmes de régulation, justifient les rapports entre les groupes et les pratiques sociales. Elle cherche par conséquent à comprendre comment se construit la connaissance sociale et comment la pensée scientifique s'intègre au sens commun (Moscovici, 1976). Les représentations sociales correspondent à différentes modalités de connaissances véhiculées par la société et partagées par un groupe social (Jodelet, 1999). Elles sont une construction sociale de la réalité qui a pour but de la rendre

signifiante (Abric, 2001). Ces représentations sont fortement contextualisées et dépendent de l'ancrage social des groupes et du rapport qu'ils ont entre eux. Autrement dit, selon l'importance de l'enjeu pour les membres des groupes et selon leur insertion sociale, les prises de position envers l'objet varieront (Doise, 1985, 1992).

En définitive, chaque personne, de par ces appartenances de groupe, se construit une représentation de la réalité qui lui permet d'interpréter, de rendre signifiant et de maîtriser le monde qui l'entoure. En rapport à un même objet, il existe donc potentiellement autant de réalités que de groupes ou de communautés qui y sont confrontés. Concernant le développement durable, les préoccupations des uns ne sont pas toujours celles des autres, c'est pourquoi chaque acteur ou groupe, en prise avec les questions de développement durable, peut avoir sa propre représentation du concept. L'étude des processus socio-cognitifs liés à la construction d'une représentation sociale permet de comprendre l'appropriation et l'intégration de nouveaux concepts par les individus et les groupes sociaux. Parmi ces processus, celui de la résistance permet d'expliquer pourquoi certaines pratiques sont peu appliquées bien qu'elles soient majoritairement approuvées (Castro et Batel, 2008).

Les résistances dans les processus de changement

Dans le sens commun, la notion de « *résistance* » est associée à l'action humaine qui tente de rendre sans effet, de s'opposer, de résister, physiquement ou moralement, à une autre action. Le dictionnaire du langage courant[1] propose de distinguer une dimension passive et une dimension active dans l'acte de « *résister* ». La dimension passive se traduit par le fait de ne pas céder, de ne pas être détruit ou affaibli, de supporter ou encore de se maintenir, de survivre et ainsi de durer ou de perdurer. En parallèle, la dimension active et volontaire met en avant l'idée de faire des efforts contre quelque chose, de s'opposer à, de faire front. Ces premières définitions de la résistance ou de l'acte de résister s'accordent avec la définition donnée par le sociologue Claude Javeau (1999, p. 453) : « Opposition, explicite ou implicite, violente ou non violente, aux forces ou situations perçues comme oppressives ». Sont ainsi clairement exprimées les dimensions passive et active de la résistance ainsi que l'idée d'opposition à un alter. Autrement dit, la résistance s'explique par l'opposition entre au moins deux entités, deux forces, ce qui implique que le rapport à l'autre est nécessaire pour mettre en œuvre les processus de résistance.

En psychologie, la résistance est communément associée à la psychanalyse (Chemama, 1994 ; Gerrig et Zimbardo, 2008) et définit ce qui fait obstacle au travail de la cure. Non formellement définie, en psychologie sociale, cette notion est souvent mise en relation avec le concept de « résistance au changement » (Coch et French, 1948). De récents travaux (Castro et Batel, 2008 ; Duveen, 2001), alliant théorie des représentations sociales et mécanismes de résistance, mettent en évidence comment les individus usent de processus socio-cognitifs et de stratégies discursives pour gérer les

contradictions auxquelles ils font face. Ces actes leur permettent de résister au changement, autrement dit d'accepter le changement, en apparence (Castro et al., 2010). Outre cette nouvelle approche, selon Moscovici, la plupart des résistances au changement est traité sous l'angle de la déviance (Moscovici, 1979). Cet auteur suggère de changer d'orientation et de « se diriger vers une psychologie de l'influence sociale qui soit aussi une psychologie des minorités, considérées en tant que sources d'innovation et de changement social » (Moscovici, 1979, p. 12). Dans cette optique, il s'agit bien de résister en agissant. L'apport de la psychologie sociale met ainsi en avant l'idée qu'en situation de changement plusieurs formes de résistance peuvent apparaître. Nous retrouvons communément l'idée des résistances qui s'expriment face au changement mais également l'idée que certaines formes de résistances peuvent être à l'origine même d'un changement. Ce sont ces différentes formes de résistance que nous nous proposons d'analyser dans le cadre de l'étude de la représentation sociale du développement durable et de l'agriculture durable par les agriculteurs, pour qui ces concepts sont particulièrement impliquant.

L'agriculture, un enjeu privilégié du développement durable

Le principe de développement durable suppose une transformation des pratiques et des moyens de production actuels. De par ses modes de production intensifs, sa fonction de production alimentaire et l'utilisation particulière qu'elle fait des ressources environnementales, l'agriculture est l'un des domaines les plus concernés par la question du développement durable (Charvet, 2007 ; Humbert, 2008). En effet, le développement agricole des 50 dernières années a engendré des dysfonctionnements au niveau social (baisse de la main d'œuvre, etc.), économique (accroissement des inégalités, revenu subventionné, etc.) et écologique (érosion des sols, pollution de l'eau, etc.) (Jollivet, 2001).

Dans un souci de respect de l'environnement, de qualité sanitaire, et pour pallier l'image d'agriculteur-pollueur et réconcilier l'agriculture avec la société, des alternatives au système de production intensif s'ancrent au sein du monde agricole depuis les années 90. Ces actions contribuent au développement durable d'une agriculture qui sous-entend une prise de conscience des besoins de la société et de la dégradation environnementale dans un souci de respect du bien-être des générations futures. De cette prise de conscience naît et se développe une pluralité de démarches (Charvet, 2007).

L'une des formes d'agriculture labellisées les plus renommées est l'agriculture biologique. Cette agriculture est née de différents courants au début du 20ème siècle (Giraudel et Caplat, 1995) mais ne se voit officiellement reconnue qu'en 1980. Ce type d'agriculture, dont la principale action réside dans la non utilisation de produits chimiques, concilie activité de production agricole, respect de l'environnement et respect des consommateurs, ces deux dernières préoccupations étant

fondamentalement liées. Bien qu'elle soit minoritaire dans le monde agricole2, l'agriculture biologique est fortement valorisée et la consommation de ses produits augmente. Cet accroissement est à mettre en parallèle avec la politique actuelle menée en France. Le Grenelle de l'environnement, qui s'inscrit pleinement dans une démarche de développement durable, impose de rendre l'agriculture durable en maîtrisant les produits phytopharmaceutiques et en développant l'agriculture biologique3. Ainsi, bien qu'elle soit minoritaire, l'agriculture biologique est particulièrement mise en avant dans l'application de politiques de développement durable. Mais parce qu'elle implique un changement radical de pratiques, elle ne fait pas l'unanimité au sein du monde agricole. C'est pourquoi d'autres modes de production émergent, alternatifs à l'agriculture conventionnelle et à l'agriculture biologique. A titre d'exemple, BASE est une association bretonne qui dépend de l'Association pour la Promotion d'une Agriculture Durable (APAD4) créée en 1998. Elle regroupe des personnes d'horizons divers (agriculteurs, ingénieurs, chercheurs, entrepreneurs, techniciens, etc.) et de formations diverses (agronomie, écologie, économie, etc.). Elle fonde principalement son action sur la promotion de techniques de gestion et de conservation des sols qui concourent au maintien de la biodiversité. Cette agriculture se veut productive, respectueuse de l'environnement tout en conservant l'utilisation de produits chimiques.

Objectif de l'étude

Le présent article s'intéresse à la manière dont les agriculteurs définissent et s'approprient le concept de développement durable, ce qu'ils acceptent et ce qu'ils contestent de ce concept. Les agriculteurs ne sont pas définis comme un groupe uniforme ; ils peuvent être intégrés à des groupes qui prônent des conceptions et des valeurs différentes du métier et de leur environnement (agriculture biologique, de conservation des sols, conventionnelle, etc.).

Dans ce cadre, cet article se donne pour objectif de répondre aux questions suivantes : Quelle conception ces groupes ont-ils du développement durable et d'une agriculture durable ? Des différences apparaissent-elles selon les groupes en question ? Quelle(s) forme(s) de résistance transparaî(ssen)t éventuellement au travers des discours ? Ainsi, la présente recherche vise à analyser d'une part le sens des concepts de développement et d'agriculture durables à travers le discours des agriculteurs, acteurs en prise avec ces questions, et d'autre part les « résistances » liées à l'appropriation de ces concepts, autrement dit celles qui s'expriment dans le discours des interviewés sur la « durabilité ».

Méthodologie

Procédure d'enquête

Cette étude a été menée dans le Finistère (Bretagne) en 2008 à partir d'entretiens

semi-directifs. Pour comparaison, trois formes d'agriculture ont été sélectionnées : l'agriculture conventionnelle, l'agriculture biologique (Groupement d'Agriculture Biologique, GAB) et une agriculture qui prône des techniques de conservation du sol (Bretagne–Agriculture–Sol–Environnement, BASE). Les membres des réseaux, GAB et BASE, ont été recrutés à partir des listes fournies par les administrateurs. Sur la base de ces listes, les agriculteurs ont été contactés aléatoirement. L'ensemble des personnes contactées a accepté l'entretien. Les agriculteurs conventionnels, qui ne font pas explicitement partie d'une démarche pro-environnementale, ont été contactés par l'intermédiaire de réseaux de connaissance. Toutes ces personnes ont été rencontrées à leur domicile. Au total, 21 agriculteurs ont participé à cette étude dont 8 sont membres du GAB, 7 sont membres de BASE et 6 sont en conventionnel. Ce sont majoritairement des hommes (90 %). La moyenne d'âge est de 46 ans. Les agriculteurs interrogés cultivent majoritairement sur des petites surfaces, 71 % des personnes travaillent sur des surfaces de terre de moins de 100 hectares, et parmi elles plus de la moitié possède moins de 50 hectares de terre. Enfin, la moitié des agriculteurs est en culture-élevage (52 %), un tiers est strictement cultivateur (34 %) et 14 % sont éleveurs.

Le guide d'entretien

Les entretiens se structurent principalement autour de quatre thèmes : 1) *Le métier d'agriculteur* : points forts et points faibles du métier, évolution, outils de travail ; 2) *Le sol et la terre* : évaluation de ces éléments naturels qui constituent le principal outil de travail ; 3) *Le développement durable et l'agriculture durable* : définition des concepts, médiatisation, appropriation par la société ; 4) *Les politiques agricoles* : évaluation des politiques et du système de subvention menés au niveau national, européen et mondial.

L'analyse des entretiens

Les entretiens ont fait l'objet d'une retranscription intégrale et ont été soumis à une analyse de contenu thématique manuelle. Cette analyse est restreinte aux thèmes du développement durable et de l'agriculture durable qui ont fait l'objet d'une analyse approfondie à partir des thèmes associés aux mots « durable » et « durabilité ». A partir de cette première analyse une Analyse Factorielle des Correspondances a été réalisée afin de faire apparaître des modes de pensée spécifiques entre individus selon leur groupe d'appartenance (BASE, GAB, Conventionnel).

En outre, dans une seconde analyse manuelle, les formes de résistance ont été étudiées à travers les mots ou expressions de résistance (résister, s'opposer, supporter, subir, etc.) et de changement, ainsi que les marques d'oppositions dans la forme des discours, caractéristiques de ce que les agriculteurs acceptent ou contestent des concepts étudiés.

Analyse et interprétation

Le développement durable et l'agriculture durable du point de vue des agriculteurs

Le développement durable concerne les « gens » représentés essentiellement par le citoyen qui prend plus ou moins conscience des problèmes environnementaux ou le consommateur face à sa demande, à ses souhaits, à ses besoins. Il implique donc tout le monde, toute activité au-delà de l'agriculture, tout pays : « Il faudra que tout le monde s'y mette et pas spécialement en France et en Europe. » (GAB, 12)5. Ce discours, axé sur une responsabilisation collective, est associé à une forte remise en cause des comportements de consommation. Selon une majorité d'agriculteurs interrogés, les modes actuels de consommation de la société ne vont pas dans le sens d'un développement durable : « Les gens ne sont pas gênés avec ça, pour l'instant, il y a de l'argent, il y a les portables, il y a Internet (...). La nourriture qu'il y a à pas cher, malgré qu'elle soit chère quand même, pour nous, nous on considère que c'est rien le prix de la nourriture par rapport à tout ce qui est mis dans les loisirs, les voitures, les produits de consommation courante (...) De toute façon ça viendra systématiquement, le consommateur sera obligé de payer un peu plus, et peut-être faire des choix. » (Conventionnel, 16). Ils mettent en avant la nécessité de changer et de faire évoluer les « *mentalités* ». En rapport à cela, l'emploi excessif de l'expression « développement durable » en tant qu'étiquette est décrié : « C'est un outil marketing formidable aujourd'hui. » (GAB, 8), « C'est pour vendre, c'est commercial » (Conventionnel, 18). Ainsi, du point de vue de sa vulgarisation, le concept a une connotation plutôt négative. Les agriculteurs dénoncent une diffusion peu réfléchie du concept : « Il y a du durable à toutes les sauces » (Conventionnel, 17), dont on parle beaucoup mais « pas forcément à bon escient » (BASE, 1), par rapport auquel on est « sous-informé » (GAB, 9). Ils évoquent leurs appréhensions liées à un effet de mode, définissant cette expression comme un « mot galvaudé » qui ne veut plus rien dire.

Au-delà de cette contestation générale, les agriculteurs tentent de définir ce concept, notamment en référence aux trois piliers : « Moi je définis le développement durable selon trois critères : sociaux, environnementaux et économiques, sans forcément privilégier l'un par rapport à l'autre. » (GAB, 19). De façon explicite ou implicite, la dimension environnementale transparaît quasi-unanimement. Le développement durable porte sur la protection de l'environnement et de ses ressources naturelles qui peuvent être perçues comme limitées : « C'est quelque chose qui peut durer justement, où l'on respecte les ressources qu'on a, qui en général quand même ne sont pas renouvelables. » (BASE, 6). La dimension économique ressort ensuite ; elle concerne principalement la durabilité de l'exploitation. L'agriculteur doit « gagner sa vie » pour durer et pouvoir agir en faveur de l'environnement, « L'agriculture durable, c'est entretenir ce que l'on a et, au niveau agricole, tirer partie de la nature en la préservant. (...) Faut être performant à tous les niveaux, faut être performant économiquement, faut être performant techniquement, écologiquement. » (BASE, 4). Elle est discutée

également sous d'autres formes, par exemple, sous l'angle de l'économie et de la proximité locales : « Produire localement, pour moi c'est plus durable que de faire venir de loin. » (Conventionnel, 14). En ce sens, certains agriculteurs dénotent l'incompatibilité des termes « développement » et « durable », allant jusqu'à une remise en cause fondamentale du concept : « Le développement va avec croissance, qui va pas trop avec durable, à mon sens. » (GAB, 20). D'autre part, plusieurs agriculteurs dénoncent le poids du facteur économique dans les prises de décision et/ou les pratiques, dans le domaine des choix politiques : « Je pense qu'il y a moyen de faire plus, mais c'est une question d'argent, celle des gros intérêts, les grands groupes. » (Conventionnel, 16), ou dans la vie quotidienne : « C'est hallucinant, des dépenses d'énergie à côté, en annexe, et tout le monde piaille parce que le pain a monté. Non, je pense que dès que ça touche au portefeuille... » (BASE, 3). En dernier lieu, la dimension sociale se révèle dans une moindre mesure. Les agriculteurs évoquent la nécessité de créer du lien social avec le consommateur : « J'essaie moi de ma part de revenir à une agriculture plus basée sur le relationnel par rapport au client. De toute façon, autrefois, les gens n'étaient pas coupés du monde agricole, c'est-à-dire que dans chaque famille y avait un agriculteur. » (GAB, 9) et également le besoin d'être intégrés dans la société, d'en faire partie, au même titre que toute autre profession : « J'avais des parents agriculteurs. Alors à choisir, je ne choisirais pas leur époque. On a quand même un confort de travail qu'ils n'avaient pas. On a quand même des loisirs qu'ils n'avaient pas. On a des maisons mieux adaptées. Je trouve qu'on est plus près de la vie sociétale, par rapport à nos parents. » (BASE, 6).

Ces derniers extraits d'entretien illustrent l'importance de la dimension spatio-temporelle des concepts. Les interviewés définissent le développement durable et l'agriculture durable dans l'espace (rapport local/global) : « Produire localement pour moi, c'est plus durable que de faire venir de loin. » (Conventionnel, 14), et dans le temps (rapport passé/présent/futur) : « On a beaucoup à réapprendre de cette génération des Trente Glorieuses parce qu'aujourd'hui en fait je me rends compte, je suis en train de recopier un peu ce que faisait mon grand-père dans les années 50 ou 60 après-guerre... » (BASE, 1), « C'est penser dans le temps et toutes les conséquences qui puisse y avoir du développement et de ce qu'on fait, c'est réfléchir à ce qui viendra après nous. » (GAB, 10).

L'agriculture durable est ensuite principalement décrite comme l'application des principes du développement durable : « L'agriculture durable... je crois qu'il faut directement s'inspirer des trois critères : social, économique, environnemental, et ramener ça après, sur les exploitations. » (GAB, 19). Une agriculture durable, c'est par conséquent une agriculture « qui rémunère déjà correctement les agriculteurs » (BASE, 5), qui doit nourrir les hommes et qui se confond avec l'agriculture biologique.

Cette analyse globale des concepts de développement durable et d'agriculture durable met néanmoins en évidence une certaine diversité des points de vue selon les groupes, leurs pratiques, leurs croyances et leurs valeurs (voir figure 1).

Figure 1 – Représentation simultanée des pratiques agricoles et de la définition des

concepts « durables » (plan 1-2)

Pour les agriculteurs biologiques, « l'agriculture bio est forcément durable » (GAB, 8). Elle s'oppose à l'agriculture raisonnée définie comme une « fumisterie » : « Ca dit bien ce que ça veut dire, si c'est raisonné, c'est vraiment que c'était con avant. » (GAB, 10). Ce sont ces agriculteurs qui dénoncent l'incompatibilité des termes « développement » et « durable ». Ils militent également en faveur d'une exploitation pouvant s'auto-suffire : « C'est toujours une agriculture [durable] dont l'impact écologique sera le moindre possible. C'est une agriculture qui sera autonome, la production aura une vocation à être vendue localement (...). Évidemment elle sera bio, parce qu'on pourra plus utiliser de produits phytosanitaires, et puis elle sera aussi proche du consommateur, non pas seulement géographiquement, mais aussi, il y aura ce lien entre le paysan et le consommateur. » (GAB, 11). Dans leur discours, et en lien avec la définition des valeurs qui fondent leurs pratiques agricoles, la dimension environnementale prime sur les dimensions sociale et économique, tel que le souligne cet agriculteur après avoir cité les trois piliers du développement durable : « Après on a nos sensibilités personnelles qui font que de manière involontaire on privilégie l'un ou l'autre, moi ce serait plutôt l'environnement. » (GAB, 19).Au contraire, pour les agriculteurs de BASE, c'est l'aspect économique qui prévaut : « Être économiquement viable. » (BASE, 21). Il s'agit donc de mettre en place un système de production qui favorise la durabilité de l'exploitation en permettant à l'agriculteur de tirer un revenu acceptable de sa production. En outre, pour fonder leur point de vue, ces agriculteurs s'appuient sur le leitmotiv : « nourrir 9 milliards d'habitants en 2050 ». En lien avec cette dimension économique, la durabilité passe également par la régulation et la maîtrise des économies d'énergies ainsi que par l'utilisation d'énergies renouvelables (éolien, solaire...).

Quant aux agriculteurs conventionnels, non insérés dans un groupe affichant une visibilité sociale de leurs procédés agricoles, l'évocation de pratiques liées au développement durable est axée sur des comportements communs (recyclage, tri des déchets, etc.). Et l'agriculture durable se résume à une forme de compromis entre une agriculture intensive et une agriculture biologique. C'est une gestion raisonnée des intrants (azote, produits phytosanitaires, etc.) : « Le développement durable, moi je pense que c'est travailler la terre d'une façon raisonnée. » (Conventionnel, 13), autrement dit une pratique aujourd'hui courante.

Ces discours sont marqués par des prises de position fortes relatives à chaque population agricole. L'adhésion à des valeurs, des croyances, des idéologies collectives permet à chaque agriculteur de se reconnaître et de se positionner au sein de son groupe et également de se démarquer des autres. De cette façon, les agriculteurs s'approprient les concepts de développement durable et d'agriculture durable et expriment leur résistance.

Les résistances liées à l’appropriation des concepts

L’appropriation des concepts globaux de développement durable et d’agriculture durable implique l’expression de résistances explicites et implicites, qui dépendent des appartenances de groupe. Dans la mesure où il existe des prises de position différentes par rapport à ces concepts, le contenu et la forme des résistances s’avèrent également différents. Cette partie porte sur l’étude de l’expression des résistances face à des idées et/ou des groupes, résistances qui permettent aux agriculteurs de se construire leur représentation, de s’approprier et de se positionner par rapport à ce concept.

Pour les agriculteurs biologiques, le développement durable est principalement associé au respect de l’environnement et, par définition, l’agriculture biologique est forcément une agriculture durable. En rapport à cela, les résistances marquent l’opposition à un système de production agricole et un contexte socio-économique peu propice au respect de l’environnement. En théorie, les concepts sont acceptés : « Dans le principe c’est carrément génial. » (GAB, 7), « A l’origine (…) il y avait une idée derrière. » (GAB, 8). Mais en pratique ils n’ont aucun sens : « J’ai l’impression que c’est un peu tout et n’importe quoi, parce que c’est à la mode. » (GAB, 7). « C’est un joli discours, c’est un joli mot qui est employé à toutes les sauces par tout le monde. » (GAB, 8). De ce fait, certains agriculteurs vont jusqu’à exprimer clairement leur résistance face à ce système « Plus t’es un gros con, plus tu pollues, plus t’es intensif et plus tu bourres dedans, et là tu prends le magot ! (…). Et en fait, enfin c'est vrai que moi je demande pas à avoir plus qu’eux mais (…) pas autant que ça, moins. Je changerai pas pour autant parce que je suis bien contente » (GAB, 7). « Il faut savoir résister à la tentation des subventions et s’en passer. » (GAB, 19). Pour eux, le système de production intensif et plus généralement le système capitaliste est un système qui ne peut pas durer. « On peut imaginer toutes les révolutions que l'on veut, pour mettre à bas ce système capitaliste. On peut imaginer tout, c'est bien d'avoir ce petit côté de révolte toujours dans l'esprit.» (GAB, 11). Et leur révolution pour une agriculture durable, c’est leur engagement dans une agriculture biologique.

Pour les agriculteurs de BASE, le versant économique prédomine dans leur représentation du « durable ». L’agriculture durable est définie comme une agriculture qui permet de faire durer l’exploitation et qui rémunère l’agriculteur. De ce fait, ils s’accordent sur l’idée que le durable, c’est la préservation de l’environnement : « Le développement durable passera par le respect de l’environnement. » (BASE, 1), « C’est quelque chose qui peut durer justement, où l’on respecte les ressources. » (BASE, 6), mais c’est aussi avant toute chose la préservation de l’exploitation. Ainsi la résistance s’exprime explicitement dans les termes : « Celui qui passera la crise (…). Celui qui résistera moralement à ce truc. (…) On subit de plein fouet ces choses-là[chute des prix du lait]. » (BASE, 2). La résistance s’exprime ici contre les pressions économique et politique (au sens large) subies. Pour eux, celui « qui travaille et qui gagne pas sa vie, il peut pas durer longtemps. » (BASE, 1). Cette résistance conduit à un changement de pratiques qui marque l’opposition de ces agriculteurs à une agriculture conventionnelle : « L’agriculture conventionnelle se fige sur des techniques, sur des statuts, sur des

acquis d'aides... Donc y a toujours besoin de changer et l'agriculture conventionnelle a besoin de changer. » (BASE, 4), et à une agriculture biologique qui ne pourra pas, dans l'avenir, subvenir aux besoins de la planète : « Il faudra quand même du chimique pour produire pour 9 milliards. » (BASE, 3). Par conséquent, face à cette volonté de faire perdurer économiquement un système de production, ces agriculteurs s'engagement « environnementalement » pour conserver leur outil de travail et résister à un système gouverné par le pouvoir de l'argent mais auquel finalement, et contrairement aux agriculteurs biologiques, ils adhèrent.

Enfin, les agriculteurs conventionnels, qui ne sont donc pas associés à des pratiques agricoles particulières et socialement visibles telles que la non utilisation du produits chimiques (GAB) ou les techniques spécifiques de conservation des sols (BASE), renvoient le développement durable à une description de pratiques courantes telles que le recyclage ou le tri des déchets. Ils prônent la limitation des intrants en matière d'agriculture durable, celle-ci étant perçue comme un compromis, « intermédiaire entre l'écologie pure et dure et puis le conventionnel, ce qu'on faisait il y a quelques années. » (Conventionnel, 15). Pour ces agriculteurs, faire de l'agriculture durable c'est donc raisonner les pratiques agricoles « sans spécialement aller dans le bio. » (Conventionnel, 16). Ils n'expriment pas de forme explicite de résistance. En rapport au développement durable, ils en acceptent les termes, et sont parfois en attente des directives : « Il faudrait qu'on m'explique comment il faut faire. » (Conventionnel, 15).

Conclusion

Ces résultats mettent en avant l'existence de diverses représentations du développement durable selon les pratiques mises en œuvre. Ces représentations sont elles-mêmes dépendantes d'idéologies différentes qui guident les individus vers des actions privilégiées et conformes à leur mode de pensée. En ce sens, des formes de résistance liées à l'appropriation des concepts apparaissent (Castro et Batel, 2008). Ces résistances se manifestent dans l'altérité, dans les rapports intergroupes, en accord ou en opposition aux idées des autres. Elles contribuent ainsi à la construction de la représentation sociale de la durabilité.

En ce sens, les trois piliers du développement durable – l'environnement, le social, l'économique – se retrouvent dans les discours des agriculteurs. L'environnement est la dimension la plus importante. Cette dimension est omniprésente dans le discours des agriculteurs biologiques pour lesquels le respect de l'environnement est au cœur de l'activité (Giraudel et Caplat, 1995). La dimension économique est également bien présente. Cependant des disparités apparaissent dans la représentation entre des agriculteurs qui choisissent de concilier croissance économique et environnement, et des agriculteurs qui s'interrogent sur le sens même de la croissance. Dans le premier cas, l'idée mise en avant est celle de gagner (correctement) sa vie. Ce mode de pensée est davantage l'apanage des membres de l'association BASE qui en référence à l'agriculture durable évoquent la durabilité économique de l'exploitation. Ces agriculteurs revendiquent le fait d'être inscrits dans une démarche respectueuse de

l'environnement qui leur procure un confort de vie. Ainsi transparaît également la dimension sociale du développement durable qui, outre le fait de libérer du temps, permet aussi aux agriculteurs de se sentir intégrés dans la société. Les agriculteurs biologiques, quant à eux, militent davantage en faveur d'une économie locale, de relations de proximité avec le consommateur et d'exploitations à taille humaine. Dans ce cas, la dimension sociale se retrouve aussi inéluctablement liée à la dimension économique. Ces résultats montrent les liens explicites entre identité, représentation sociale et résistance (Duveen, 2001), l'identité étant conçue comme une fonction des représentations sociales et la résistance comme un processus permettant de protéger cette identité de diverses influences extérieures, ou au contraire, dans sa forme constructive et collective, d'influer sur les modes de pensée sociaux.

Ainsi, les agriculteurs biologiques s'engagent environnementalement. Ils résistent aux pressions, notamment économiques, qui incitent, par le biais des subventions, les agriculteurs à rester dans un système d'agriculture conventionnelle. De ce fait, leur représentation de la durabilité se construit à l'image de l'agriculture biologique. Ils dénoncent l'incompatibilité des termes « développement », associé à l'économique, et « durable », associé à l'environnement. Les membres du réseau BASE s'engagent, quant à eux, dans une agriculture qui leur permet de vivre économiquement et socialement, tout en préservant l'environnement. Leurs résistances s'expriment contre un système en crise. Dans leur représentation de la durabilité, ce qui est primé, c'est la survie de l'exploitation et de l'agriculteur. Ils s'opposent à l'agriculture biologique dont ils pointent les failles (rendements faibles, pratiques non propices au climat breton, faibles revenus, etc.). Ce comportement peut se justifier par la volonté des membres de se créer ou de maintenir une identité sociale positive (Tajfel et Turner, 1985) en se comparant et en se démarquant tout à la fois d'un groupe socialement reconnu. « Tous les consommateur qui viennent ici m'acheter des pommes de terre, ça les interpelle quand même les techniques que je pratique... Beaucoup de gens sont persuadés que je fais du bio... Je leur explique que c'est pas du bio mais je suis dans une démarche quand même d'agriculture durable » (BASE, 1). Quant aux agriculteurs conventionnels, qui ne forment pas un groupe au sens propre, ils se limitent à « raisonner » leurs pratiques agricoles, la non utilisation de produits chimiques étant impensable. Malgré ces divergences, l'agriculture biologique est souvent évoquée comme l'agriculture durable : « La bio, c'est une agriculture durable » (Conventionnel, n° 14). Elle est envisagée comme une niche possible (une place pour tout le monde) et elle est même parfois montrée comme une voie pour le changement. « L'agriculture biologique, pour moi, elle a un gros intérêt, et là je parle d'agriculture, elle nous montre les voies » (BASE, 6). Ainsi, l'agriculture biologique, en tant que minorité active et visible (Moscovici, 1979), pointe les dysfonctionnements du système, et permet progressivement à d'autres formes de pensée et à d'autres pratiques de s'actualiser.

1 Petit Robert. 2003. *Dictionnaire de la langue française,* Paris, Robert/Seuil.

2 En 2008, selon le bulletin Bimagri (2010) du Ministère de l'Agriculture, la France comptait 2,6% de ces exploitations agricoles engagées en agriculture biologique (http://agriculture.gouv.fr/bimagri-chiffres-de-l-agriculture).

3 La loi Grenelle 2, promulguée le 12 juillet 2010, a pour objectif d'atteindre 6% d'agriculture biologique en 2012 et 20% en 2020.

4 http://www.apad.asso.fr/sommaire.html

5 Entre parenthèses : le groupe d'appartenance (BASE / GAB / Conventionnel) et le numéro de l'entretien.

Abric, J-C. 2001. « Les représentations sociales : aspects théoriques », in Abric, J-C. (sous la dir. de), *Pratiques sociales et représentations*, Paris, PUF, 3ème éd., pp. 11-35.

Bonnes, M. et Bonaiuto, M. 2002. « Environmental psychology: from spatial physical environment to sustainable development », inBechtel, R.B.et Churchman, A. (sous la dir. de), *Handbook of Environmental Psycholog.,* New-York, Wiley and Sons, pp. 28-54.

Canter, D. V. et Craik, K. H. 1981. « Environmental psychology », *Journal of Environmental Psychology*, n° 1, pp. 1-11.

Castro, P. et Batel, S. 2008. « Social representation, change and resistance: on the difficulties of generalizing new norms », *Culture & Psychology*, n° 14, pp. 475-497.

Castro, P.; Batel, S.; Devine-Wright, H. ; Kronberger, N. ; Mouro, C. ; Weiss, K. et Wagner, W. 2010. « Redesigning nature and managing risk. Social representation, change and resistance », in Abdel-Hadi, A.; Tolba, M. K. et Soliman, S. (sous la dir. de), *Environment, health, and sustainable development*, Cambridge, Hogrefe, vol. 1, pp. 227-241.

Castro, P. et Michel-Guillou, E. 2010. « Le développement durable et l'innovation législative : de la construction des idées à la compréhension des pratiques », in Weiss, K. et Girandola, F. (sous la dir. de). *Psychologie et développement durable*, Paris, In Press, pp. 141-155.

Charvet, J-P. 2007. « Agriculture et développement durable », in Veyret, Y. (sous la dir. de). *Le développement durable,* Paris, Sedes, pp. 117-140.

Chemama, R. 1994. « Résistance », in Bloch, H. ; Chemana, R. ; Gallo, A. ; Leconte, P. ; Le Ny, J-F. ; Postel, J. ; Moscovici, S. ; Reuchlin, M. et Vurpillot, E. (sous la dir. de). *Grand dictionnaire de la psychologie*, Paris, Larousse, pp. 676.

Coch, L. et French, J. R. P. 1948. « Overcoming resistance to change », *Human Relations*, n° 1, pp. 512-532.

Commission mondiale sur l'environnement et le développement. 2005*. Notre avenir à tous*, Saint-Jean-sur-Richelieu, Editions Lambda, 4ème éd..

Doise, W. 1992. « L'ancrage dans les études sur les représentations sociales », *Bulletin de Psychologie*, n° 45, pp. 189-195.

Duveen, G. 2001. « Representations, identities, resistance », in Deaux, K. & Philogène, G. (sous la dir. de). *Representations of the social: Bridging theoretical traditions*, Oxford, Blackwell, pp. 257-270.

Doise, W. 1985. « Les représentations sociales : définition d'un concept », *Connexions*, n° 45, pp. 243-253.

Gerrig, R. et Zimbardo, P. 2008. *Psychologie*, Paris, Pearson Education France, 18ème éd.

Giraudel, C. et Caplat, G. 1995. *L'agriculture biologique et la qualité : approche juridique et normative*, Limoges, Centre de Recherche en Droit de l'Environnement, de l'Aménagement et de l'Urbanisme / Ministère de l'Environnement.

Hardin, G. 1968. « The tragedy of the commons », *Science,* n° 162, pp. 1243-1248.

Humbert, A. 2008. « Développement durable et espace rural », in Wackermann, G. (sous la dir. de). *Le développement durable*, Paris, Ellipses, pp. 175-191.

Javeau, C. 1999. « Résistance », in Akoun, A. et Ansart, P. (sous la dir. de). *Dictionnaire de sociologie*, Paris, Le Robert-Seuil, pp. 453.

Jodelet, D. 1999. « Représentations sociales : un domaine en expansion », in Jodelet D. (sous la dir. de), *Les représentations sociales*, Paris, PUF, 6ème éd, pp. 47-78.

Jollivet, M. 2001. *Pour une science sociale à travers champs : Paysannerie, ruralité, capitalisme (France XXe siècle)*, Paris, Arguments.

Meadows, D. H., Meadows, D. et Randers, J. 2004. *Limits to growth: The 30-Year Update*, White Rivers (ISA), Chelsea Green Publishing Company.

Meheust, B. 2009. La politique de l'oxymore. *Comment ceux qui nous gouvernent nous masquent la réalité du monde*, Paris, La Découverte.

Michel-Guillou, E. et Weiss, K. 2007. « Representations and behaviours of farmers with regard to sustainable development: a psycho-environmental approach », in Larson, A. B. (sous la dir. de), *Sustainable development research advances,* New York, Nova Science Publishers, pp. 207-221.

Moscovici, S. 1976. *La psychanalyse, son image et son public*, Paris, PUF.

Moscovici, S. 1979. *Psychologie des minorités actives*, Paris, PUF.

Moser G. et Uzzell D. 2003. « Environmental psychology », in Millon T. et Lerner M.J. (sous la dir. de), *Comprehensive Handbook of Psychology,* New York, Wiley & Sons, pp. 1-26.

Moser G. 2009. *Psychologie environnementale. Les relations homme-environnement,* Bruxelles, De Boeck.

Oskamp, S. 2000. « Psychological contributions to achieving an ecologically sustainable future for humanity », *Journal of Social Issues*, n° 56, pp. 373-390.

Pol, E. 2003. « De l'intervention à la gestion environnementale », in Moser G. et Weiss K. (sous la dir. de), *Espaces de vie. Aspects de la relation homme-environnement*, Paris, Armand Colin, pp. 305-329.

Schmuck, P. et Schultz, W. 2002. « Sustainable development as a challenge for psychology », in Schmuck P. et Schultz W. (sous la dir. de), *The psychology of sustainable development,* Norwell, Kluwer Academic Pub, pp. 3-17.

Tajfel, H. et Turner, J. C. 1985. « The Social Identity Theory of Intergroup Behavior », in Worchel S. et Austin W. G. (sous la dir. de), *Psychology of Intergroup Relations*, Chicago, Nelson-Hall, 2ème éd., pp. 7-24.

Weiss, K. et Girandola, F. (sous la dir. de). 2010. *Psychologie et développement durable*, Paris, In Press.